

LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DU MINISTRE AUSTRALIEN DU
TERRITOIRE DE LA CAPITALE

Mme le Président: J'aimerais signaler à la Chambre la présence à la tribune de l'honorable William Michael Hodgman, ministre australien du Territoire de la Capitale et ministre adjoint au ministre de l'Industrie et du Commerce.

Des voix: Bravo!

* * *

LES PENSIONS

LES CONSÉQUENCES DU BUDGET

L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre): Madame le Président, enfin le premier ministre avoue que ce sont les lenteurs des négociations énergétiques qui sont principalement responsables de l'abandon du projet Alsands. Il ne l'avait encore jamais reconnu, et nous voici fixés.

J'ai une question très simple à poser au premier ministre au sujet des pensions de vieillesse. Peut-il nous expliquer en quoi la situation du retraité s'améliore quand l'inflation est en hausse de 11 p. 100, taux projeté, alors que sa pension n'augmentera que de 6 p. 100?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, à propos de ce que le député appelle cet aveu de l'abandon du projet des sables bitumineux, je ne pense pas qu'il y ait lieu de jouer la surprise. Ce qui est certain, c'est que pendant des mois le ministre fédéral de l'Énergie, des Mines et des Ressources s'est dit prêt à donner le feu vert au projet. Il l'a déclaré à maintes reprises en réponse à des questions posées à la Chambre, et la réponse était, comme il le sait, que c'était le premier ministre albertain qui refusait de donner le feu vert aux sables bitumineux tant que l'accord énergétique ne serait pas réglé en entier. Donc, le ralentissement du projet Alsands ne venait pas du gouvernement fédéral; nous avons fait les concessions nécessaires. Si le projet n'avait pas démarré 18 mois auparavant, c'est que le premier ministre albertain, comme c'était son droit, tenait à négocier sur le tout. Voilà pourquoi le projet n'avait pas déjà démarré.

En ce qui concerne les pensions, madame le Président, le ministre des Finances n'a sûrement pas réussi à faire comprendre à l'opposition le sens du budget quand il parle des 6 p. 100 à venir. Je suis persuadé que les Canadiens, eux, ont compris, et qu'avec beaucoup de nombreux décideurs économiques, d'hommes d'affaires et même de chefs syndicaux, ils ne manqueront pas de reconnaître qu'il y va de leur intérêt de ramener l'inflation à 6 p. 100 l'an prochain. Si nous y parvenons, et la réussite ne peut être que collective, il n'y aura pas de réduction même dans le rythme d'accroissement des pensions de vieillesse. C'est 6 p. 100 qu'ils recevront, c'est de 6 p. 100 que l'IPC va augmenter si nous avons la collaboration...

Une voix: Si!

M. Trudeau: Si! Si! Je sais que c'est beaucoup demander à l'opposition que de collaborer à remettre le pays sur pied.

Questions orales

Des voix: Bravo!

M. Wilson: Madame le Président, tout ce que nous cherchons à faire avec ces questions, c'est de faire apparaître la malhonnêteté des réponses précédentes qui disaient que nos retraités vont toucher plus. En termes réels, ils ne vont pas toucher plus, ils vont toucher moins.

* * *

L'ÉCONOMIE

LE NIVEAU DES TAUX D'INTÉRÊT

L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre): Madame le Président, une autre question qui préoccupe beaucoup les Canadiens est celle des taux d'intérêt élevés. Le déficit budgétaire de 20 milliards de dollars du gouvernement fédéral est manifestement un gros obstacle à la baisse des taux d'intérêt, et lorsqu'on y ajoute la dette fédérale supplémentaire de 44 milliards de dollars qui doit venir à échéance d'ici à la fin de l'année, l'obstacle devient presque insurmontable. Devant ce double obstacle, que projette de faire le ministre pour faire baisser les taux d'intérêt au Canada?

● (1440)

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, de toute évidence, le député n'a pas encore compris quel est le principal objectif du budget.

Des voix: Oh, oh!

M. MacEachen: Soit de ramener le taux d'inflation à 6 p. 100. C'est là le plus sûr moyen de faire baisser les taux d'intérêt. C'est la manière forte, mais c'est la meilleure et celle qui donnera les résultats les plus durables.

ON DEMANDE DES STIMULANTS FISCAUX POUR L'INDUSTRIE

Mlle Pat Carney (Vancouver-Centre): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Les cours se sont écroulés aujourd'hui parce que le ministre refuse de se rendre compte que le Canada traverse une grave crise financière. Certaines sociétés importantes sont sur le point de faire faillite parce que leur dette est écrasante et qu'elles ne peuvent pas réaliser suffisamment de bénéfices pour se maintenir en affaires. Au lieu d'accorder des concessions et des stimulants fiscaux importants, le ministre se propose de consulter l'industrie au cours des prochains mois au sujet de diverses propositions, ce qui est un peu comme consulter un propriétaire dont la maison est en train de brûler pour savoir s'il faut aller chercher un seau d'eau.

Pourquoi le ministre n'instaure-t-il pas des stimulants fiscaux et des encouragements à l'épargne immédiatement, quand l'économie en a tellement besoin? Pourquoi le ministre attend-il à plus tard quand toutes ces sociétés auront fait faillite et que tous les emplois qu'elles offrent maintenant auront disparu?